

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/El-SalvadorForte-resistance-au-traite-d-association-avec-l-Union-Europeenne-qui-masquerait-des-privatisations>

El Salvador Forte résistance au « traité d'association » avec l'Union Européenne qui masquerait des privatisations.

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -
Date de mise en ligne : mercredi 16 avril 2008

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Yohamy Alfaro - Beatriz Castillo - Gloria Silvia Orellana - Leonor Cárdenas - Claudia Solórzano

[Diario Colatino](#) . Salvador, le 14 avril 2008.

[Leer en español](#)

[JPEG - 96.2 ko] **UE ne vous appropriez pas notre eaux**

Le « Traité d'Association » avec l'Union Européenne va seulement permettre plus de privatisations et de pauvreté pour les habitants du Salvador, selon les différentes organisations sociales qui repoussent cette « Association ». Dans le cadre de la « III Ronde de Négociations du Traité avec l'Union Européenne », qui est scellé aujourd'hui dans un hôtel de la capitale, plusieurs associations de défense de l'eau du Salvador, du Honduras et du Costa Rica se sont réunies durant la matinée, autour de la fontaine Beethoven dans la capitale salvadorienne.

Le directeur du 'Centre pour la Défense du Consommateur' (CDC), Armando Flores, a critiqué que l'eau soit « commercialisée » dans le chapitre des investissements où il est établi que toute entreprise européenne peut investir dans l'exploitation de l'eau et la production d'énergie électrique et l'exploitation minière.

« Nous sommes ensemble, lançons la campagne centroaméricaine '*Eau hors de l'Accord d'Association*', parce que nous allons ainsi renforcer le droit à l'eau, face à la grande menace que représente cet Accord, dont la partie commerciale ne signifie rien d'autre que la privatisation du service de l'eau et nous sommes préoccupés par la question de l'eau dans les pays de la région qui s'accroîtra encore » a-t-il dit. « Nous ne voulons pas que l'eau soit incluse dans l'accord, parce que, ce qu'ils cherchent c'est la privatisation du service, dans toute Amérique Centrale il y a beaucoup de communautés qui gèrent leur propre distribution de l'eau, et elles vont pas pouvoir être en concurrence avec les grandes multinationales », a expliqué Heidy Murrillo, du Réseau Vida de Costa Rica.

« Nous voulons que la question de l'eau soit absolument exclu de l'accord, pas seulement en ce qui concerne le service d'eau potable et d'assainissement, mais aussi son utilisation pour agriculture, l'industrie », a-t-il ajouté.

Raúl Moreno, économiste et représentant de l' « Alliance Sociale Continentale », a dit que les Européens sont « plus agressifs » et plus « exigeants ». « Les Européens ne vont pas être disposés à recevoir moins, de ce que le CAFTA a déjà donné aux multinationales étasuniennes », affirme-t-il. De la même manière, il a ajouté que les intérêts des Européens sont basés sur les services environnementaux et les processus de privatisation de quelques services publics : les télécommunications et l'eau potable.

Lorena Zelaya, du « Bloc Populaire » du Honduras, a assuré qu'ils ne s'opposent pas au traité, mais plutôt à la forme de négociation qui promeut le développement de ceux qui sont déjà développés. « Une plus grande différence va exister entre ceux qui ont et ceux qui n'ont pas, ceux qui mangent et ceux qui ne mangent pas, alors, le problème c'est que cette forme de faire du commerce dans un cadre de libre échange va approfondir tous ces aspects », a-t-elle précisé.

Pour l'écologiste, Cristina Chiquin, représentant de l'Association les 'Amis de la Terre', du Guatemala, c'est un Traité de Libre commerce (TLC), déguisé comme un « Accord d'Association » :

« L'Union Européenne a réitéré que le « traité » n'est pas un TLC, même ses fonctionnaires se fâchent s'il y a la moindre insinuation que l'AdA est équivalent au TLC que l'Amérique Centrale a signé avec les États-Unis et prend comme exemple le fait que dans ce processus, il s'agit de renforcer le dialogue politique entre les parties et pour établir un mécanisme de coopération qui cherche de contribuer à réduire les niveaux d'exclusion sociale de la région », a ajouté Chiquín.

Georgina Muñoz, Coordonnatrice Civile du Nicaragua, classe l'Association comme nuisible pour les peuples de l'Amérique Centrale, parce qu'elle axée sur le libre commerce « sans investir de temps dans le dialogue politique au profit des majorités ».

Piedro Juan Hernández, du MPR-12, a critiqué la III Ronde de Négociation avec « ses manques et ses différences asymétriques entre les deux blocs ».

Dans la III Ronde de Négociations on abordera les dispositions générales du « Dialogue Politique et de la Coopération », sur les thèmes des Droits de l'Homme, gouvernabilité, justice et liberté.

Dans cette suite de réunions on abordera les parties un I, II et III de l'Accord, ainsi que des sujets relatifs aussi, à la démocratie, à la sûreté, à la cohésion et au développement local qui seront développer entre le 14 et le 18 avril.

À cette rencontre participera le Vice-ministre des Relations Extérieures du Salvador, Eduardo Cálix, qui est le Porte-parole Régional ; de plus, il présentera les propositions du Dialogue Politique et la Coopération, tandis que la Ministre Yolanda de Gavidia s'occupera de l'axe commercial. De la même manière, on discutera les nouveaux textes proposés entre des habitants de l'Amérique Centrale et des Européens sur les sujets de coopération culturelle et audiovisuelle et la société de l'information.

[C'est à dire l'invasion totale, sans concession et sans permettre aucune sorte d'immigration, sauf une immigration sélective du peu de têtes que les étasuniens n'ont déjà pas pris, bien sûr.

El Correo]